

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Marine nationale

INSTRUCTION N° 238/DEF/DPMM/FORM

relative aux protocoles d'accord et conventions de stages entre les écoles militaires de la marine et les établissements civils.

Du 8 juin 1988

DIRECTION DU PERSONNEL MILITAIRE DE LA MARINE : *Bureau formation.*

ÉTAT-MAJOR DE LA MARINE.

INSTRUCTION N° 238/DEF/DPMM/FORM relative aux protocoles d'accord et conventions de stages entre les écoles militaires de la marine et les établissements civils.

Du 8 juin 1988

NOR D E F B 8 8 5 1 1 2 5 J

Pièce(s) Jointe(s) :

Deux annexes.

Texte abrogé :

Instruction n° 70/DEF/DPMM/ECOLES du 10 juillet 1985 (BOC, p. 5091).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 775.1.1.1.

Référence de publication : BOC, p. 3267.

1 Le développement du nombre de stages suivis en milieu civil par les élèves des écoles militaires de la marine nécessite que l'on en réglemente les conditions par le biais d'accords écrits passés entre la marine et les organismes civils considérés.

2. Pour chaque stage hors du milieu militaire, il sera systématiquement établi une convention (ou protocole) d'après le modèle joint en annexe A, aménagé par les adaptations éventuellement nécessaires ⁽¹⁾.

3. Ces conventions (ou protocoles d'accord) seront, une fois établies, transmises après groupement éventuel (en cas de multiplicité simultanée des cas) à la direction dont dépend l'établissement pour y être signées, puis transmises à la direction du personnel militaire de la marine pour signature par l'autorité délégataire.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le vice-amiral d'escadre, directeur du personnel militaire de la marine,

LE MELEDO.

(1) Nota. — Si l'organisme d'accueil est un tiers par rapport à l'État, l'accord passé est une convention. S'il s'agit d'un organisme appartenant à l'État, l'accord passé est un protocole d'accord.

ANNEXE A.
CONVENTION OU PROTOCOLE D'ACCORD.

Entre :

Le ministre de la défense, représenté par le contre-amiral adjoint au directeur du personnel militaire de la marine pour le commandement des écoles d'une part,

et ... (raison sociale de l'entreprise ou organisme auprès duquel sera organisé le stage) ... représenté(e) par ... ci-après dénommé l'organisme

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Art. 1er. La présente convention (ou protocole d'accord) a pour objet de déterminer les conditions d'exécution du stage organisé au profit de stagiaires militaires de la marine nationale par (l'organisme).

Art. 2. Le programme du stage sera établi par (l'organisme) en liaison avec le responsable de l'enseignement de l'(établissement maritime).

Art. 3. Le stage : (choisir la mention adaptée) :

- débutera le ... et se terminera le ... ;
- dont la durée ne pourra excéder ... jours, ... semaines, ... mois ;
- se déroulera en plusieurs périodes soit du ... au ... et du ... au ... ;
- se déroulera aux dates fixées d'un commun accord et précisées par écrit.

Article 4.
Statut du stagiaire vis-à-vis de la marine.

Le stagiaire est désigné par l'(établissement maritime).

Pendant la durée du stage et des déplacements qui lui sont nécessaires, le stagiaire est considéré comme étant en service commandé.

Le stagiaire demeure pendant la durée du stage et de son séjour dans l'entreprise, un élève de l'(établissement maritime).

Toute absence du stagiaire constatée par (l'organisme) pour quelque motif que ce soit doit être portée à la connaissance de l'autorité militaire (commandant de l'établissement maritime).

La progression de la formation du stagiaire sera indiquée au responsable des études de (l'établissement maritime).

Le commandant de (l'établissement maritime) peut demander au directeur de (l'organisme) son appréciation sur le travail du stagiaire et, s'il y a lieu, sur certains points particuliers qu'il jugera nécessaires.

Art. 5. Le stagiaire et les enseignants militaires susceptibles de contrôler le stage sont tenus à l'obligation de réserve.

Ils doivent rigoureusement s'abstenir de prendre part à toute action comportant une prise de position, de caractère politique, syndical ou confessionnel.

Article 6.
Statut du stagiaire vis-à-vis de l'entreprise.

Le stagiaire de la marine est soumis au règlement intérieur de (l'organisme).

Le stagiaire de la marine est tenu au secret professionnel. Il ne devra notamment rien révéler, ni dans le présent, ni dans l'avenir, des recherches, techniques ou procédés, matériel utilisé et statistiques de tous ordres dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de son stage.

Il devra signer l'attestation de reconnaissance correspondante.

En cas de manquement grave, la radiation du stagiaire peut être décidée par le commandant de (établissement maritime) sur proposition motivée du directeur de (l'organisme).

Le stagiaire ne peut être employé dans l'entreprise à d'autres tâches que celles prévues par le programme du stage.

Le stagiaire de la marine ne peut prétendre à aucune rémunération par l'entreprise.

Le directeur de (l'organisme) sera informé préalablement par le commandant de (l'établissement maritime) de tout déplacement du stagiaire prévu pendant la durée du stage.

Article 7.
Clauses à caractère financier.

Le stagiaire réglera directement sur place les frais de son alimentation et de son hébergement.

Son admission dans (l'organisme) ne peut faire naître à la charge de celui-ci aucune contribution financière nouvelle ou supplémentaire de quelque nature que ce soit.

Stage onéreux.

Les frais de formation nécessités par ce stage sont réglés par la marine, selon les accords particuliers conclus entre la marine et (l'organisme).

Stage non onéreux.

Seuls les frais de formation nécessités par ce stage seront à la charge de (l'organisme).

Article 8.
Règlement des dommages.

La réparation des dommages causés aux tiers par le stagiaire ou subis par celui-ci incombe à l'État sauf dans le cas où ces dommages sont imputables au mauvais fonctionnement des matériels de (l'organisme) mis à la disposition des stagiaires ou à une faute lourde commise par du personnel attaché à (l'organisme).

La responsabilité de l'État ne pourra être recherchée par (l'organisme) pour les dommages causés aux matériels mis à la disposition des stagiaires sauf en cas de faute lourde commise par le stagiaire.

Article 9.
Conduite à tenir en cas d'événement grave.

Le stagiaire reste placé durant le stage sous le régime de protection sociale et d'assurance propre au personnel militaire.

En cas d'accident survenu au stagiaire, à l'occasion du déroulement du stage (au cours du travail ou au cours des trajets), le directeur de (l'organisme) doit faire parvenir le plus rapidement possible au commandant de (l'établissement maritime) tous les éléments permettant d'instruire l'accident dans le respect des règles applicables aux accidents imputables au service en vigueur dans la marine.

Tout événement grave (maladie, hospitalisation) est à signaler le plus rapidement possible à l'autorité militaire désignée ci-dessus.

Fait à ... le ...

Lu et approuvé,

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le contre-amiral, adjoint au directeur du personnel militaire de la marine pour le commandement des écoles,

Lu et approuvé,

M. ... directeur de (l'organisme),

ANNEXE B.
ATTESTATION.

Je soussigné ... reconnais être tenu au secret professionnel. Je m'engage notamment à ne rien révéler, ni dans le présent, ni dans l'avenir, des recherches, techniques ou procédés, matériel utilisé et statistiques de tous ordres dont j'aurais eu connaissance à l'occasion du stage que j'ai effectué du ... au ... par décision de mes supérieurs.

Je reconnais avoir pris connaissance du protocole d'accord en date du ... et notamment de ses articles 5, 6 et 7.

Je reconnais également être informé que je demeure soumis à la loi 72-662 du 13 juillet 1972 (BOC/M, p. 950) modifiée portant statut général des militaires et en particulier aux obligations découlant de ses articles 7, 9, 10 et 11.

Fait à ..., le ...

Nom : ...

Grade :	Signature,
---------	------------

Armée : ...